



Résultat général: **27%** Fournit des informations minimales au public dans ses documents budgétaires au cours de l'année.

Résumé

Informations contenues dans les documents publics

Le résultat obtenu par le Maroc au sein de l'Indice sur le budget ouvert indique que le gouvernement fournit au public des informations minimales sur le budget et les activités financières du gouvernement central au cours de l'année budgétaire. Pour cette raison, il est très difficile pour les citoyens de tenir le gouvernement responsable pour sa gestion de l'argent public.

L'Indice sur le budget ouvert 2008 évalue la quantité et le type d'informations que les gouvernements mettent à la disposition du public dans les documents budgétaires clés que tout gouvernement devrait rendre public durant l'année budgétaire. Le projet budgétaire de l'exécutif est un des documents les plus importants. Celui-ci doit contenir les projets de l'exécutif pour l'année à venir ainsi que le coût des activités proposées. Le projet doit normalement être mis à la disposition du public et du pouvoir législatif avant d'être finalisé, au plus tard trois mois avant le début de l'année budgétaire pour permettre une revue et un débat public suffisants.

Au Maroc, le projet fournit des informations minimales au public, ce qui signifie que les citoyens n'ont pas une image complète des projets du gouvernement concernant la fiscalisation et les dépenses pour l'année à venir.

En outre, il est difficile de suivre les dépenses, la collection d'impôts et les emprunts durant l'année. Le Maroc publie des rapports en cours d'année mais ne publie pas de revue de milieu d'année. La publication de ce document renforcerait la responsabilisation publique, puisqu'il fournit des données actualisées sur l'exécution du budget au cours de l'année.

Il est également difficile d'évaluer la performance budgétaire au Maroc une fois l'année budgétaire achevée. Un rapport de fin d'année est produit, mais il ne montre que les dépenses agrégées, et ne permet donc pas des comparaisons détaillées entre ce qui avait été prévu par le budget et ce qui a réellement été dépensé et collecté. Par ailleurs, le Maroc ne rend pas ses rapports d'audit publics et ne fournit aucune information concernant l'exécution des recommandations du rapport d'audit.

L'accès aux informations budgétaires très détaillées nécessaires pour comprendre le progrès du gouvernement concernant la réalisation d'un projet ou d'une activité spécifique est très limité. Le Maroc n'a pas codifié le droit à l'accès à l'information gouvernementale dans la loi.

Participation publique et institutions de responsabilisation

Au-delà de l'amélioration de l'accès aux documents budgétaires clés, il existe d'autres moyens grâce auxquels le processus budgétaire du Maroc pourrait être plus ouvert.

Les opportunités pour la participation citoyenne dans les débats budgétaires pourraient être augmentées. Par exemple, le pouvoir législatif n'organise pas d'audiences sur le budget auxquelles le public peut participer.

L'indépendance de l'Institution supérieure de contrôle du Maroc est sévèrement limitée. Le chef de l'ISC peut être démis de ses fonctions par l'exécutif. L'ISC dispose également d'un pouvoir de décision très limité concernant quels audits seront entrepris, et ne dispose pas d'un budget suffisant pour réaliser son mandat.



Availability of Key Budget Documents and Citizens Budget (in order of expected release)

Pre-Budget Statement	<input type="radio"/> No
Executive's Budget Proposal	<input checked="" type="radio"/> Yes
Citizens Budget	<input type="radio"/> No
Enacted Budget	<input checked="" type="radio"/> Yes
In-year Reports	<input checked="" type="radio"/> Yes
Mid-Year Review	<input type="radio"/> No
Year-End Report	<input checked="" type="radio"/> Yes
Audit Report	<input type="radio"/> No

Indice sur le Budget Ouvert 2008



Maroc

L'Indice sur le budget ouvert évalue la quantité et le types d'informations mises à la disposition du public dans les documents budgétaires d'un pays. Le placement d'un pays dans une catégorie de résultats a été déterminé par la moyenne des réponses aux 91 questions du Questionnaire sur le budget ouvert liées aux informations contenues dans les huit documents budgétaires clés que tous les pays doivent mettre à la disposition du public.

Research to complete the Open Budget Questionnaire was undertaken by:

Safari Emmanuel
CLADHO (Collectif des Ligues et Associations de Défense des Droits de l'Homme au Rwanda)
B.P. 3060 Kigali Rwanda
Tél: +250 084 880 22
Email: manusafari@yahoo.fr
Site Internet: cladho@rwanda1.com

Le Partenariat Budgétaire International (IBP pour ses sigles en anglais – International Budget Partnership) a été formé au sein du Centre sur le Budget et les Priorités Politiques (Center on Budget and Policy Priorities), une organisation pour la recherche sans but lucratif indépendante basée à Washington, DC, en 1997, pour soutenir les organismes de la société civile autour du monde intéressés à renforcer les processus, les établissements et les résultats budgétaires publics. Pour plus d'information sur l'IBP et l'Initiative du Budget Ouvert 2008, visitez www.openbudgetindex.org.

